

L'honorable M. LACASSE: Même Hitler.

L'honorable M. BEAUBIEN: La Grande-Bretagne et la France ont tout fait en leur pouvoir, si ce n'est de se soumettre à l'esclavage et au déshonneur, pour maintenir la paix.

Des VOIX: Très bien, très bien.

L'honorable M. BEAUBIEN: Tous le savent. Elles ont fait concession sur concession, parfois au désespoir de leurs amis. Pour quelle raison? Pour empêcher la catastrophe épouvantable qui s'est abattue sur le monde.

Si nous désirons remonter en arrière, comme d'aucuns le veulent, et si nous cherchons à fixer les responsabilités de ce qui est arrivé, n'est-il pas vrai que le Canada devra en assumer une part? N'oublions pas qu'aussitôt le pacte de la Société des Nations signé, le Canada fut la première nation à se soustraire aux obligations de l'article 10 du pacte et à refuser sa participation à la sécurité collective. Nous serons plus humbles et mieux disposés si nous ne l'oublions pas. Il est également vrai que lorsque Herriot et Macdonald en vinrent à un accord au sujet du Protocole, qui garantissait également la sécurité collective, sir Austen Chamberlain ne l'accepta pas, parce que les Dominions y étaient opposés.

Je n'attaque aucun parti, mais je veux rappeler que lorsque l'on remonte inutilement les années pour distribuer les responsabilités des événements qui ont eu lieu, il ne faudrait pas oublier que le premier geste des Canadiens devraient être de se frapper la poitrine et de dire leur "mea culpa" avec les autres nations qui appartiennent à la Société. Nous avons notre part des responsabilités de ce qui s'est passé.

J'ajouterai encore que nos actes du passé appartiennent à l'éternité. Nous n'y pourrions rien changer ou modifier. Le sort en est jeté.

Mais à l'heure actuelle, que reste-t-il à accomplir? La ligne de conduite que nous trace le devoir me paraît toute simple. Nous devons appuyer le plus loyalement et le plus fermement possible le Gouvernement qui guidera la nation durant la guerre actuelle.

L'honorable M. DUFF: Très bien, très bien!

L'honorable M. BEAUBIEN: Que ceux qui s'opposent à la politique du Gouvernement n'oublient pas que la contribution de chacun à la guerre est volontaire. Je dis cela après réflexion car on entend murmurer dans certains milieux que cette proclamation de liberté d'action n'est pas sincère. Pourtant, le gouvernement s'est engagé à respecter cette liberté, tout comme l'opposition. Faut-il ajouter que nous nous rappellerons toujours le dis-

L'hon. M. BEAUBIEN.

cours prononcé à Hamilton, il y a quelques années, par le très honorable collègue à ma gauche (le très honorable M. Meighen), alors qu'il s'engageait à respecter cette liberté d'action, au moins tant que le peuple canadien ne se prononcerait pas autrement. Je le répète, nous sommes libres de choisir notre voie. Mais cette liberté ne signifie pas que l'inaction constitue le devoir. L'enrôlement se poursuit rapidement par tout le pays. Si nos jeunes hommes consentent à hasarder leurs vies pour ce qui, après tout, est autant la cause du Canada que celle de la Grande-Bretagne et de la France, ils doivent comprendre que le pays tout entier n'hésitera pas à leur accorder tout l'appui possible.

Il y a quelques semaines, j'entendais en France des personnes autorisées, surtout un monsieur qui fait partie du Conseil supérieur de guerre et détient un grade supérieur dans l'armée, déclarer que la politique de l'Allemagne n'a jamais varié depuis Bismarck, alors que le Chancelier de fer proposait à Grévy président du conseil en France que les deux pays équipent chacun une armée d'un million d'hommes pour conquérir la Grande-Bretagne et diviser l'empire britannique. Le monsieur dont je parle me dit: "Ne vous y trompez pas. Comme Bismarck l'aurait fait, Hitler en veut à la veine jugulaire de la Grande-Bretagne: Suez et Gibraltar, qui seront les grandes récompenses s'il gagne la guerre".

Si ce malheur arrivait, où serions-nous? Après tout, honorables sénateurs, il faut que la paix règne un jour. Il faut que nous regagnions un jour la liberté du commerce et des relations. Si les routes commerciales ne sont pas maintenues par la Grande-Bretagne, les honorables sénateurs peuvent-ils me dire quelle nation pourra les maintenir? La seule qui en soit capable, c'est la nation américaine. Si cette guerre doit être fatale à la Grande-Bretagne et à la France, si Hitler, souillé non seulement du sang de ses propres amis, mais les mains teintes du sang de la Pologne, doit conquérir et dominer les autres nations d'Europe, il faudra qu'une nation capable de l'arrêter se dresse devant lui, et la seule capable de le faire serait les Etats-Unis. Si la nation américaine entre dans un tel conflit, ce ne seront plus deux nations qui lutteront l'une contre l'autre, mais deux continents. Si les Etats-Unis venaient à être forcés de tirer l'épée, serions-nous en meilleure posture pour cette guerre que nous ne le sommes présentement aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France?

Des VOIX: Très bien.

L'honorable M. BEAUBIEN: Serions-nous aussi libres qu'aujourd'hui de prendre l'atti-